COLLECTIF 44 - VIVE L'APL !
Campagne de mobilisation nationale.
Pas d'économies sur le dos des locataires !
Samedi 9 décembre 2017
Rassemblement à 15h 00, devant LA PRÉFECTURE

6,5 millions de locataires ont déjà perdu 5€/mois d'APL début octobre. Mais c'est loin d'être fini : le projet de loi de finances 2018 prévoit une baisse supplémentaire de ces mêmes allocations de 60€/mois en moyenne pour chaque locataire HLM qui perçoit l'APL !
Le gouvernement reste sourd aux protestations et revendications portées par la campagne du collectif. Ils n'entendent pas les constats faits par les élus locaux, les parlementaires progressistes, les professionnels du secteur social, et s'entêtent dans une logique destructive pour le logement des plus modestes. C'EST INACCEPTABLE !

C'est pourquoi, nous réaffirmons que :
- Toute atteinte à ces allocations a des conséquences sociales graves et immédiates. En effet, depuis vingt ans, les loyers et les charges ont progressé bien plus rapidement que les allocations et les ressources des ménages à bas revenus.
- **La moindre baisse des APL peut donc entraîner une hausse des impayés de loyers et des expulsions locatives (*déjà trop nombreuses*).**
- **Les riches continuent à encaisser, les pauvres le sont un peu plus !**
- Pour les offices HLM, les loyers constituent 90 % des recettes perçues, qui sont ensuite utilisées pour rénover et entretenir les logements existants et pour construire de nouveaux logements sociaux. Cette ponction inédite de 1,4 milliard d'euros chaque année sur le budget des HLM met donc en péril jusqu'à leur survie.
- **C'est le modèle économique du logement social qui est menacé, avec des conséquences graves pour tous les locataires et les mal-logés.**
- Même si le gouvernement annonce un étalement sur 3 ans de ces mesures, cela ne changera rien au résultat final : **L' ACCÈS AU HLM DES PLUS MODESTES SERA REMIS EN CAUSE.**

Où s'arrêteront-ils dans leurs réformes de précarisation ?

Nous, citoyen-nes, locataires, associations de solidarité, de défense des mal-logé-es, des locataires, des consommateurs, syndicats, organisations politiques, demandons au gouvernement :
- de retirer l'article 52 du projet de loi de finances 2018, qui entérine ces amputations brutales et injustes aux dépens des locataires les plus modestes, et met en péril le principe même du logement social. Ainsi que l'abrogation du décret, et arrêtés, sur la baisse de 5 € déjà en application.
- de préserver l'équilibre économique à long terme des bailleurs sociaux afin qu'ils poursuivent leur mission sociale, entretiennent correctement leur patrimoine, accroissent leur production de logements sociaux et très sociaux.
- d'appliquer l'encadrement des loyers, avec une baisse significative de ceux-ci, en vue d'alléger la charge financière des locataires, comme le prévoit la loi ALUR dans les zones tendues.
- de réquisitionner tous les logements vacants aux profits des plus précaires et sans abris.

Signataires : Citoyen-nes mobilisé-e-s, AC!, IndecosaCGT44, DAL44, LDH,, Union Solidaires 44, UD-CGT44, SNUP-FSU, Unef, CSF44, CNL44, CLCV, Afoc44, MVEUCS44, France Insoumises44, PG44, PCF44, JC44, UDB, EELV, Ensemble44, ……liste ouverte en cours.

Campagne sur internet : signer la pétition sur vivelapl.org, pages twitter et Facebook.